

Rapport au EN/RE

Un Forum 'Religion et politique dans la nouvelle Europe' au Parlement européen, Bruxelles, 27 novembre 2007

Ce forum était coorganisé par Catholics for choice et le Groupe de travail multipartis Séparation de la religion et de la politique du Parlement européen (GSRP) et soutenu par des parlementaires de différents partis. Le représentant du RE/EN soussigné y est intervenu sous sa responsabilité propre.

Le Forum se tenait à la veille de la signature par les gouvernements du traité de Lisbonne sur les institutions de l'Union européenne récemment approuvé par le Conseil européen, qui apporte, à la grande satisfaction des Eglises, un cadre juridique aux relations entre les institutions de l'UE et les religions et autres organisations de convictions. En effet, dans son article 15 ter (article 52 de l'ex-traité constitutionnel) relatif aux Eglises et aux organisations de convictions non-confessionnelles, ce traité fait du dialogue avec ces organisations une obligation de l'UE et en fixe les règles de base: ouverture, transparence, régularité. En outre il ouvre à ces organisations la possibilité contestée d'un traitement privilégié, au titre de 'leur contribution spécifique'.

Jon O'Brien, président de CFC, ouvre le débat: *« Ce Forum met ensemble celles et ceux qui sont des deux côtés du débat, beaucoup d'entre eux pour la première fois. Il prend place dans un dialogue large et continu sur les rapports entre nos institutions gouvernementales et les influences religieuses organisées (...) Nous sommes heureux de tenir ce forum car il peut y avoir un grand malentendu au sujet des vues des gens de foi dans un Etat laïque. C'est un fait que beaucoup de gens de foi ont confiance en l'Etat laïque et le soutiennent précisément parce qu'il nous protège tous -gens de foi religieuse ou de convictions autres (...). Dans le climat actuel de tension croissante entre les intérêts laïques et religieux, Catholics for Choice est convaincue qu'il est vital de créer un grand dialogue et une plus grande compréhension, en nous interrogeant nous-mêmes et les autres . »*

Une pression croissante des religions

« La laïcité est soumise à une pression croissante, a déclaré Sophie In't Veld, présidente du Groupe de travail multipartis Séparation de la religion et de la politique, la religion est de retour dans la politique. Je suis particulièrement préoccupée par le prétendu dialogue interculturel, thème de l'année interculturelle que l'Union européenne prépare pour 2008, euphémisme pour le dialogue entre des responsables religieux qui prétendent avoir le droit exclusif à définir les valeurs morales de notre société »

Les Eglises affirment avec une force grandissante qu'elles sont, comme le dit le nouveau responsable du dialogue avec les organisations de conviction auprès du président de la Commission 'des entités spéciales dans l'espace public où elles ont un rôle à jouer'¹. 'Elles ne veulent pas, déclarent-elles, être enregistrées parmi les lobbys. Elles ne se servent pas du dialogue pour défendre leurs seuls intérêts, mais pour influencer la législation et imprégner les décisions européennes de leurs valeurs'. Elles notent que, 'si la majorité des 785 membres du parlement européen sont favorables au dialogue avec elles, d'autres manifestent une attitude très anticléricale'. La Comece déclare que le débat sur les racines chrétiennes de l'Europe reste d'actualité. Le pape mène, de concert avec d'autres conservatismes religieux, le combat contre ce qu'il appelle le subjectivisme et le relativisme et pour la primauté de la morale sur la loi civile. Il a, à l'occasion du cinquantenaire des traités de Rome, accusé d'apostasie l'Europe, qui ne veut pas reconnaître officiellement ses racines chrétiennes. Mais une grande fraction des catholiques voit dans le sécularisme la garantie de la liberté de conscience et de religion.

Le dialogue des institutions de l'UE avec les organisations de convictions tel qu'il est pratiqué, privilégie les conservatismes religieux. Les présidents de la Commission et du Parlement s'y impliquent personnellement. Ils invitent principalement des responsables religieux de haut niveau. La Commission organise le dialogue sans transparence et, au PE, les invitations du président Hans Gert Pötering, ne donnent lieu qu'à des monologues, alors qu'un certain nombre de députés

¹ La Croix, 25 novembre 2007, Les Eglises comptent mettre à profit le nouveau traité européen

demandent un débat. « *Mauvais signaux donnés aux citoyens européens* » (S. In'tVeld).

La construction européenne est laïque

La situation dominante et privilégiée de l'Eglise catholique en Espagne et en Pologne, présentée par Miguel Angel Martinez, vice-président du PE et Anka Grzywacz (CFC) a illustré le poids d'un long passé de symbiose ou d'alliance du trône et de l'autel dans la plupart des pays européens, tandis que la Suède offrait l'exemple récent d'un passage d'une Eglise d'Etat à la séparation.

Jon O' Brien a souligné que la construction européenne, lancée par des chrétiens démocrates ne se fonde sur aucune référence religieuse. En dépit de la pression exercée depuis près d'une décennie par les Eglises, les racines chrétiennes de l'Europe ne sont inscrites ni dans le Traité de Lisbonne ni dans la Charte des droits fondamentaux, qui ne se réfèrent à aucune religion particulière.

"L'UE, a dit Proinsias De Rossa MEP (PES-IRL), est d'abord, un exemple global de résolution des conflits. Les institutions démocratiques et laïques de l'Union ont dépassé la plupart des conflits violents et souvent religieux de l'histoire européenne. Des institutions démocratiques sont par définition laïques. (...) Les droits universels incorporés dans la Convention européenne des droits de l'Homme et dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union protègent les adeptes de toutes les religions et les sans-religion (...). Aucun corps de croyances religieuses ne doit bénéficier d'un statut spécial dans l'Union. Pour rester tolérant à l'égard de toutes les croyances religieuses, l'Union doit rester séparée et indépendante de toutes les organisations de foi. De cette manière nous pouvons continuer à bâtir un espace démocratique européen où tous et chacun, de toutes convictions religieuses puissent se trouver en pleine liberté ». Il a été déploré que les Etats membres de l'UE aient admis que la Pologne et le Royaume-uni soient dispensées d'appliquer la Charte des droits fondamentaux à laquelle le Traité de Lisbonne donne force de loi. Quel discours dès lors tenir à la Turquie et à la Russie (membre du Conseil de l'Europe) au sujet du respect des droits humains?

La représentativité des responsables religieux

La question de la représentativité des responsables religieux a été jugée centrale pour le développement d'un dialogue démocratique des institutions européennes avec les religions: ces responsables sont désignés non démocratiquement, ils sont exclusivement masculins et ils ne sauraient représenter la diversité de leur communauté. Il a été noté que la diversité de la foi et de la culture étant souvent plus grande au sein d'une même religion que d'une religion à une autre. Pour ces raisons, le RE/EN et d'autres ont appelé à un élargissement du dialogue aux organisations de convictions religieuses de base et aux organisations humanistes. En ce qui concerne les ONG, le RE/EN s'est élevé contre l'affirmation que les ONG comme les entreprises et à la différence des Eglises, « poursuivent des intérêts précis ». Il a souligné l'engagement au service des valeurs dont font preuve les ONG de convictions et celles qui luttent pour les droits humains.

Un intervenant algérien de culture musulmane et politiquement engagé a évoqué la montée en puissance de l'islamisme politique et fondamentaliste. Il a souligné que c'est de l'Europe, où l'islam se trouve minoritaire par rapport à des religions établies et confronté à la sécularisation, que dépend pour une grande part l'aggiornamento. Il a appelé à soutenir celles et ceux qui combattent le totalitarisme islamiste et la discrimination à l'égard des femmes.

Le GSRP est apparu comme un espace politique d'où peuvent être suscitées, avec le soutien conjoint d'ONG de convictions religieuses et humanistes, des actions concrètes en faveur de la séparation de la religion et de l'Etat, de l'impartialité convictionnelle des institutions de l'UE et pour la structuration d'un dialogue démocratique non seulement avec les chefs religieux mais aussi avec les ONG de convictions religieuses et humanistes.

HT, représentant du RE/EN au GSRP